ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 NOVEMBRE 1920

(15 Rebia I 1339)

portant constitution de l'Association Syndicale des Propriétaires du Quartier de l'Eglise Saint-Pierre à Rabat.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 novembre 1917 (25 Moharrem 1336), sur les associations syndicales de propriétaires urbains, et notamment les articles 5 et 10 ;

Vu les statuts relatifs à la constitution de l'Association syndicale ainsi que les règles d'organisation et de fonctionnement de ladite association, arrêtés par les propriétaires urbains du quartier de l'église Saint-Pierre, à Rabat, réunis en assemblée générale le 25 septembre 1920 ;

Considérant que les formalités prévues par les articles 2, 3 et 4 du dahir du 12 novembre 1917 précité ont été observées,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est constituée l'Association syndicale des propriétaires du quartier de l'église Saint-Pierre, à Rabat.

ART. 2. — MM. Daviaud, Henri, chef de brigade au Service des Plans de villes, et Cailteau, géomètre au Service des Plans de villes, sont chargés de préparer les opérations de remaniements immobiliers qui forment l'objet de l'Association.

*Fait à Meknès, le 15 Rebia I 1339,
(27 novembre 1920).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 décembre 1920.

*Pour le Délégué à la Résidence Générale,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSSE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 NOVEMBRE 1920

(15 Rebia I 1339)

ordonnant une enquête au sujet de la proposition de classement d'une zone de protection le long des remparts de Rabat, bordant le côté sud-est de l'Aguedal du Sultan.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 février 1914 (17 Rebia I 1332) relatif à la conservation des monuments historiques ;

Vu le dahir du 11 février 1916 (6 Rebia II 1334) modifiant et complétant le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 juillet 1919 ouvrant une enquête au sujet de la proposition de classement d'une zone de protection le long des remparts de Rabat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête est ordonnée au sujet de la proposition de classement d'une zone « non œdificandi » de cinq cents mètres le long des remparts de Rabat et extérieurement, suivant une ligne parallèle à l'Aguedal du Sultan (côté sud-est).

Cette zone est limitée :

A l'ouest, par une ligne prolongeant le mur ouest de l'Aguedal du Sultan ;

A l'est, par la zone « non œdificandi » protégeant les ruines de Chellah, laquelle est portée à une distance de cinq cents mètres à compter du ou des remparts au pourtour de cette enceinte.

ART. 2. — Cette zone est teintée en vert sur le plan annexé.

ART. 3. — Toutes les personnes intéressées peuvent, pendant la durée de l'enquête, présenter leurs observations au Chef du Service des Antiquités, Beaux-Arts et Monuments historiques.

ART. 4. — Les arrêtés viziriels :

a) Du 22 juillet 1919 (23 Chaoual 1337) ;

b) Du 12 mars 1920 (20 Djoumada II 1338),

sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

*Fait à Meknès, le 15 Rebia I 1339,
(27 novembre 1920).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 décembre 1920.

*Pour le Délégué à la Résidence Générale,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSSE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 29 NOVEMBRE 1920

(17 Rebia I 1339)

relatif à la djemâa de la fraction des Houazen.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 9 juin 1918 (29 Chaabane 1336), créant une djemâa dans la tribu des Houazen ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 août 1920 (5 Hidja 1338), nommant les membres des djemâas de tribus de la circonscription d'Oued-Zem-Boujad ;

Considérant que les Houazen ne sont en réalité qu'une fraction des Oulad Aïssa ;

Sur la proposition du Directeur des Affaires indigènes et du Service des Renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté viziriel du 9 juin 1918 (29 Chaabane 1336), créant une djemâa dans la tribu des Houazen est abrogé.

ART. — Les notables nommés par notre arrêté du 20 août 1920, membres de la djemâa des Houazen, feront désormais partie de la djemâa des Oulad Aïssa, dans les conditions fixées par ledit arrêté pour les autres membres de cette djemâa.

*Fait à Meknès, le 17 Rebia I 1339,
(29 novembre 1920).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 décembre 1920.

*Pour le Commissaire Résident Général :
Le Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*